

COMMENTAIRE

Les Congolais doivent se battre pour leurs droits

Par **Marie-France Cros**

Le président du Congo, Félix Tshisekedi, a été élu deuxième vice-président de l'Union africaine, dimanche à Addis-Abeba, trois semaines après que le président de la Commission africaine, le Tchadien Moussa Faki, eut exprimé *"de sérieux doutes"* sur la véracité des résultats électoraux officiels au Congo. Cette élection à une des vice-présidences – réelle, celle-ci – est un clair signal de soutien à Félix Tshisekedi de la part des chefs d'État africains, bien que la planète entière sache que le vrai vainqueur de la présidentielle congolaise est l'opposant Martin Fayulu. Ce soutien n'est pas une surprise: les Présidents du continent ne sont-ils pas, pour nombre d'entre eux, également mal élus?

Plus surprenante a été, la semaine dernière, la position du secrétaire général de l'Onu, le Portugais Antonio Guterres, qui fut Haut commissaire de l'Onu aux réfugiés. Interviewé par RFI, il a pudiquement passé sur le problème de l'élection frauduleuse au Congo par un elliptique *"indépendamment de ce qu'il s'est passé, il y a aujourd'hui une situation établie"*.

D'où vient cette indulgence pour une telle fraude, quand la seule exclusion de ses principaux concurrents (présente aussi au Congo, avec nombre d'autres irrégularités) vaut au Vénézuélien Nicolas Maduro une mise en demeure de procéder à de nouvelles élections, reconnaissance d'un

challenge sans légitimité à se proclamer Président et menaces d'invasion?

Très clairement, c'est parce que la population congolaise ne s'est pas soulevée que la communauté internationale a reconnu le montage "victoire des kabilistes au législatif et de Félix Tshisekedi comme chef de l'État", montage qui ne s'appuie sur aucune preuve électorale. Les résultats des scrutins n'ont en effet toujours pas été publiés bureau de vote par bureau de vote, comme l'exige pourtant la loi.

On peut tirer de cette attitude deux conclusions.

La première, c'est que tout en prêchant la paix, dans les faits la communauté internationale ne soutient pas les politiciens pacifiques et reconnaît les faits accomplis. Quel meilleur moyen de pousser les peuples à la violence?

La seconde, c'est que les Congolais veulent croire que Félix Tshisekedi représentera quand même le changement par rapport aux catastrophiques années Kabila. En conséquence, le voilà obligé d'améliorer le niveau de vie de ses compatriotes, alors même que le partage de pouvoir qu'il a négocié avec les kabilistes lui ôte une partie de ses moyens, moyens qui n'auraient déjà pas été de trop pour la tâche qui l'attend.

En cas d'échec, la violence sera inévitable. Elle peut même surgir avant, née du dégoût et du désespoir de ceux auxquels on n'aura laissé aucune autre voie.